

H4 - LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LES DÉBUTS D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Séance 1 : 1 heure

Introduction

Doc. vidéoprojeté : « Hiroshima après le bombardement nucléaire »

Doc. vidéoprojeté : « La signature de la Charte de San Francisco (25 juin 1945) »

- L'année 1945 est celle de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en Europe comme en Asie : le bombardement nucléaire d'Hiroshima en est un événement emblématiques. Cette année-là, est aussi signée la Charte des Nations unies à San Francisco, donnant naissance à l'ONU.
- La fin de la Seconde Guerre mondiale laisse place à un monde meurtri et détruit, où les traumatismes, liés aux violences, sont importants. Les vainqueurs essaient alors de construire un « **nouvel ordre mondial** » (expression désignant l'état des relations internationales, fondées sur la paix, la sécurité et la prospérité) dont l'ONU est le principal acteur. Cependant, l'alliance entre les ennemis de l'Axe (URSS, Chine, États-Unis, Royaume-Uni, France) ne résiste pas longtemps après la fin du conflit. Dès 1947, les premières tensions apparaissent en Asie et au Proche-Orient, ouvrant la période de la **Guerre froide** (conflit idéologique et indirect entre le bloc états-unien et le bloc soviétique).
- **Problématique : Pourquoi la fin de la Seconde Guerre mondiale ne traduit-elle pas par l'établissement d'une paix immédiate et mondiale ?**

I. En 1945, une humanité meurtrie et un monde dévasté

A. Un bilan humain énorme : des millions de morts et de réfugiés

Doc. vidéoprojeté : « Un bilan humain très lourd : le nombre de morts pendant la guerre »

Doc. vidéoprojeté : « La répartition des décès entre civils et militaires »

Doc. vidéoprojeté : « L'Europe en 1945 »

Doc. vidéoprojeté : « L'épuration »

- La Seconde Guerre mondiale est la guerre la plus meurtrière de tous les temps. Elle a fait au moins 60 millions de morts, dont deux tiers de civils. L'URSS (27 millions de morts), la Chine (de 10 à 20 millions), l'Allemagne (8,6 millions) et la Pologne (5,7 millions) ont versé le plus lourd tribut. La durée du conflit, son expansion mondiale, la capacité de destruction de l'armement, les déportations et les bombardements aériens sont les principales causes de ce lourd bilan. La **Shoah** (mot hébreu signifiant « catastrophe » et désignant l'extermination des Juifs par les nazis) a fait près de six millions de victimes (soit près de 40% des Juifs du monde). Les civils ont subi de terribles bombardements comme le **bombardement de Dresde** du **13 au 15 février 1945** où 150 000 Allemands périssent sous les bombes britanniques et américaines.
- En 1945, on évalue à 50 millions de **déplacés** (civils ayant été bougés hors des frontières de leur État) et de **réfugiés** (civils s'étant eux-mêmes déplacés hors des frontières de leur État) sur les routes : déportés survivants, prisonniers libérés et civils ayant fui les combats. Il faut aussi prendre en charge les populations, allemandes et polonaises surtout, déplacées de force à la suite des changements de frontières. Au printemps 1945, cinq millions de déplacés sont recensés dans la seule Allemagne. En outre, de nombreux Juifs survivants, allemands, polonais ou hongrois, craignant l'antisémitisme, refusent d'être rapatriés et doivent être secourus.
- Les populations meurtries par des années de guerre sont souvent confrontées à de nouvelles violences : des viols de masse commis par les soldats soviétiques en Allemagne ; des **pogroms** (terme d'origine russe désignant un mouvement populaire violent et meurtrier contre une communauté juive) en Pologne ; des règlements de comptes entre résistants et « collabos » en France ; des femmes tondues pour avoir collaboré avec l'ennemi en France ; des millions d'avortements à la suite des viols d'après-guerre en Allemagne... Des guerres civiles éclatent même au sortir de la Seconde Guerre mondiale entre communistes et non-communistes : la **guerre civile en Grèce (1946-1949)** ou en la **reprise de la guerre civile en Chine (1946-1949)**.

B. Un bilan matériel considérable : des destructions et des pénuries

Doc. vidéoprojeté : « Dresde (Allemagne) au lendemain de la guerre »

Doc. vidéoprojeté : « Un lourd bilan humain et matériel »

Doc. vidéoprojeté : « Le PIB de 1945 par rapport à celui de 1939 »

Doc. vidéoprojeté : « La fin du rationnement alimentaire aux États-Unis »

- Les destructions sont considérables dans les zones de combats. L'Europe et le Japon sortent exsangues de la guerre. Les villes d'Allemagne et du Japon ont été systématiquement bombardées : Berlin a perdu la moitié de ses espaces habitables ; Hiroshima a été entièrement rasée sur un rayon de 2 kilomètres. De plus, les voies de communication, les ports, les usines ont subi de graves dommages en raison de l'ampleur des bombardements. En Pologne, 74% de l'équipement ferroviaire est anéanti ; en France, la quasi-totalité des ports ont été détruits.
- Au lendemain de la guerre, les économies sont moribondes. Les infrastructures de production et de transports sont endommagées. Les flottes commerciales sont très diminuées et les économies tournent au ralenti. En 1945, dans de nombreux pays, la production est beaucoup plus faible qu'en 1939 et les États sont très endettés. Ils dépendent grandement du soutien des États-Unis ont vu leur production industrielle doubler pour soutenir l'effort de guerre et font figure de principale puissance économique : ils sont devenus les créanciers du monde.
- Les pays belligérants sont touchés par des famines durant la guerre, à cause du désordre administratif, des prélèvements nazis, des destructions et des baisses de productions. En 1945, la famine fait encore plus de 20 000 morts aux Pays-Bas, alors que la guerre est terminée. Le **rationnement** (limitation de la distribution alimentaire) se développe et perdure durant de nombreuses années après la guerre à cause des difficultés d'approvisionnement et la lente relance de l'agriculture : en États-Unis, les tickets de rationnement sont supprimés en 1945.

C. Un bilan moral effroyable : des traumatismes et des questions

Doc. vidéoprojeté : « La découverte des camps de concentration (1945) »

Doc. vidéoprojeté : « La libération d'Auschwitz par des soldats de l'Armée rouge »

Doc. vidéoprojeté : « Hiroshima après le bombardement nucléaire »

Doc. vidéoprojeté : « La nouvelle angoisse atomique »

- La découverte du système concentrationnaire nazi et du **génocide** (destruction physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe en raison de ses origines ethniques ou religieuses) des juifs et des tsiganes est un choc. Même si des informations circulent depuis décembre 1942, la découverte des camps crée un choc. Entre août 1944 et janvier 1945, les Soviétiques, les Britanniques et les Américains libèrent les camps de concentration et les centres de mise à mort nazis. Même si les nazis se sont efforcés de faire disparaître les traces des centres de mise à mort, la **libération d'Auschwitz** par l'Armée rouge le **27 janvier 1945** témoigne de l'ampleur du crime et de la déshumanisation à laquelle ont été réduits les déportés. Leur ouverture montre aussi la capacité de l'homme à envisager la mise à mort de ses semblables de façon industrielle, planifiée à l'échelle de l'État. À leur retour, certains déportés témoignent dans la presse mais la plupart, comme **Simone Veil**, gardent le silence.
- La guerre se termine par l'explosion des deux bombes atomiques sur **Hiroshima (6 août 1945)** et **Nagasaki (9 août 1945)**, causant la mort de 103 000 à 220 000 personnes. L'usage de la bombe atomique et ses effets suscitent de nouvelles angoisses pour l'avenir car l'humanité a désormais la capacité de s'autodétruire. Au Japon, les autorités, sous l'influence de l'occupant américain, taisent les conséquences humaines des bombardements atomiques, alors que les survivants développent des cancers et des leucémies. De rares voix s'élèvent pour dénoncer les dangers de cette nouvelle arme, comme **Albert Einstein** aux États-Unis et **Albert Camus** en France. Dès 1949, émerge un mouvement pacifiste international réclamant l'interdiction des bombes atomiques.

II. En 1944-1945, la construction d'un nouvel ordre mondial

A. Relancer l'économie mondiale et protéger les populations

Doc. vidéoprojeté : « La conférence de Bretton Woods réunissant les 44 États alliés... »

Doc. vidéoprojeté : « Les accords de Bretton Woods »

Doc. vidéoprojeté : « Extraits des accords du GATT de 1947 »

• Pour les États-Unis, une paix durable n'est possible qu'avec le retour de la croissance. Dès 1942, les économistes américain **Harry White** et britannique **John Maynard Keynes** sont mandatés pour réformer l'économie mondiale. Tous deux veulent une banque internationale, mais le premier désire stabiliser les taux de change avec un fonds monétaire alors que le second souhaite favoriser la croissance avec une monnaie internationale (le Bancor). Le **24 juillet 1944**, 44 pays alliés (sauf l'URSS) signent les **accords de Bretton Woods**. Ils sont favorables aux États-Unis, car seul le dollar est convertible en or. Deux institutions, implantées à Washington, sont créées : le Fonds monétaire international prête de l'argent aux États en difficulté et assure la stabilité monétaire ; la Banque internationale pour la reconstruction et le développement finance des projets de développement. Dès **1947**, les **accords du GATT** (*General Agreement on Tariffs and Trade*) abaissent les taxes douanières pour stimuler le commerce.

Doc. vidéoprojeté : « Les pays ayant accepté l'aide du plan Marshall »

Doc. vidéoprojeté : « La nationalisation de l'électricité »

Doc. vidéoprojeté : « Reconstruire et moderniser »

• Après-guerre, il faut reconstruire les économies européennes. En **1947**, le secrétaire d'État américain **George Marshall** annonce un plan pour financer la reconstruction de l'Europe et empêcher l'essor du communisme : le **plan Marshall** (13 milliards de dollars). Seize pays d'Europe de l'Ouest l'acceptent mais l'URSS force la plupart des pays communistes à le refuser. Des mesures nationales complètent ce plan. En France, pour redresser la production industrielle (qui a chuté de 38% par rapport à 1938), l'État procède à des **nationalisations** (rachats d'entreprises privées) de banques, ou de compagnies énergétiques et minières dès 1945. En 1946, un Commissariat général au Plan, dirigé par **Jean Monnet**, est fondé : il met en place la **planification** (fixation d'objectifs indicatifs de production) dans des secteurs stratégiques (charbon, métallurgie...). Les politiques de reconstruction et le nouvel élan donné aux échanges mondiaux alimentent la croissance : c'est le début des « **Trente Glorieuses** » (période de forte croissance économique durant trois décennies après la Seconde Guerre mondiale), surtout dans les États capitalistes : +5% par an en Europe occidentale ; +9% par an au Japon.

Doc. vidéoprojeté : « Le rapport Beveridge (novembre 1942) »

Doc. vidéoprojeté : « Ordonnance sur la Sécurité sociale »

Doc. 2 page 129 : « Les missions de la Sécurité sociale »

Doc. vidéoprojeté : « Les quatre branches de la Sécurité sociale »

• En 1942, le rapport de l'économiste britannique **William Beveridge** définit l'**État-providence** (forme politique dans laquelle l'État intervient dans le domaine social et économique pour garantir le bien-être des citoyens) : il propose de redistribuer les richesses et d'assurer les besoins essentiels de la population (santé, éducation, assistance en cas de chômage...). Les lois sociales se généralisent après la guerre dans les pays européens : création du *National Health Service* au Royaume-Uni en juillet 1948, loi sur la retraite du peuple en Suède en 1946... En France, le Gouvernement provisoire de la République française s'appuie sur le **programme du Conseil national de la Résistance** (**15 mars 1944**) pour la **création de la Sécurité sociale** en **octobre 1945**. Elle a pour mission d'assurer la **protection sociale** (ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui permettent aux individus de faire face financièrement aux effets de risques sociaux) en cas de maladie, d'accident de travail, de grossesse et de vieillesse. Elle met en place le « modèle social français », fondé sur les principes de solidarité et de redistribution.

Point de passage et d'ouverture 1 : 15 mars 1944 : le programme du CNR

Doc. 1 page 128 : « Les mesures à appliquer à la Libération »

Doc. 2 page 128 : « Mobilisation pour le programme du CNR »

Consigne : En analysant et en confrontant les documents, vous montrerez que le Conseil national de la Résistance veut fonder l'État-providence en France sur des réformes économiques et sur des mesures de transformation sociale.

Point méthode : Confronter un texte et une image

- après avoir lu le texte et observé attentivement l'image, relever les éléments mentionnés dans la consigne qui sont présents dans les deux documents ;
- ensuite, relever les éléments présents uniquement dans un des documents : préciser si un document complète l'autre ou s'il contredit l'autre et expliquer pourquoi.

- Rédigé le 15 mars 1944, le programme du Conseil national de la Résistance constitue le fondement de l'État-providence en France. Il propose des réformes économiques telles que :
 - « l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État » : la planification (fixation d'objectifs incitatifs de production) est organisée par le Commissariat général au Plan, dirigé par Jean Monnet ;
 - « le retour à la nation des grands moyens de production » : l'État procède à des nationalisations (rachat d'entreprises privées par l'État) d'entreprises dans les secteurs minier (Charbonnages de France), énergétique (Électricité de France, Gaz de France), bancaire (Société générale), industriel (Renault) ou des transports (Air France) ;
 - ces propositions viennent du Parti communiste, qui s'est fortement impliqué dans la résistance pendant la guerre et qui est le premier parti en France en 1945 (il recueille 26% des voix aux élections législatives d'octobre 1945) ;
- Le programme du Conseil national de la Résistance propose également un ambitieux programme de réformes sociales, parmi lesquelles :
 - « la reconstitution d'un syndicalisme indépendant » : le droit syndical, interdit sous le régime de Vichy, est rétabli en 1945 par le Gouvernement provisoire de la République française, conformément au programme du Conseil national de la Résistance ;
 - « le droit au travail et le droit au repos » ; « la garantie d'un niveau de salaire » ; « un plan complet de sécurité sociale » ; « la sécurité de l'emploi » ; « la retraite » : de nouveaux droits économiques et sociaux sont réaffirmés ou créés pour assurer le bien-être des individus au travail et dans leur vie quotidienne ;
 - ce programme s'inscrit dans un contexte de souffrances qu'illustre la présence de déportés et de résistants (comme Marcel Paul et les militants communistes arborant des décorations et un brin de muguet).

B. Une organisation mondiale pour maintenir une paix durable

Doc. vidéoprojeté : « Les « Trois Grands » à Yalta (février 1945) »

Doc. vidéoprojeté : « La signature de la Charte de San Francisco (25 juin 1945) »

Doc. vidéoprojeté : « Les objectifs des Nations unies »

Doc. vidéoprojeté : « Organigramme de l'ONU »

Doc. vidéoprojeté : « L'Assemblée générale de l'ONU (New York, 1947) »

- Dès les premières années de la guerre, les Alliés envisagent l'après-conflit : en août 1941, Roosevelt et Churchill signent la Charte de l'Atlantique et envisagent la mise en place d'une nouvelle institution pour remplacer la Société des nations. Dès la conférence de Téhéran (novembre-décembre 1943), Roosevelt rallie Staline au projet de création de l'Organisation des nations unies. Le projet de cette nouvelle organisation internationale est élaboré lors de la conférence de Dumbarton Oaks (août-novembre 1944) et la conférence de Yalta (février 1945). Une fois la guerre terminée, elle aura pour but de promouvoir la paix, les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en perpétuant l'alliance des vainqueurs.

- La Charte des Nations unies, signée par 50 États le 26 juin 1945 à San Francisco, crée l'Organisation des nations unies. Elle est dirigée par un Secrétaire général, est élu par l'Assemblée générale, où tous les États membres siègent et votent. La Société des nations fonctionnait à l'unanimité et était donc souvent paralysée. Pour éviter cette situation, les cinq vainqueurs de la guerre (URSS, États-Unis, Royaume-Uni, France et Chine) sont membres permanents du Conseil de sécurité et ont un droit de veto : ce conseil prend des résolutions (sanctions, règlement des conflits) imposées aux États. Le siège de l'ONU est implanté à l'ONU.

C. Des procès pour juger les criminels de guerre nazis et japonais

Doc. vidéoprojeté : « Les chefs d'accusation »

Doc. vidéoprojeté : « Une audience au tribunal de Nuremberg »

Doc. vidéoprojeté : « Les procès de Tokyo »

Doc. vidéoprojeté : « Les procès en chiffres »

- Dès 1945, les Alliés instaurent un droit international afin de juger les coupables des atrocités commises par les armées allemandes et japonaises. Le statut d'un « Tribunal militaire international » est fixé par les accords de Londres en août 1945 et la notion nouvelle de crime contre l'humanité (fait inhumain portant atteinte à une personne ou un groupe de personnes) apparaît parmi les chefs d'accusation, en plus des notions de crime contre la paix (préparation, déclenchement ou direction d'une guerre d'agression en violation des traités) et de crime de guerre (violation grave au droit de la guerre commise par un soldat).

- Au procès de Nuremberg (novembre 1945-octobre 1946), un tribunal militaire international composé des représentants des Alliés (États-Unis, URSS, Royaume-Uni et France) juge 22 chefs militaires et politiques allemands et trois des organisations nazies. Trois chefs d'accusation sont retenus : crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité. Trois accusés sont acquittés, douze condamnés à être pendus, les autres à la prison. Mais, s'il est question des persécutions antisémites, le génocide n'est pas encore défini comme un crime spécifique. Les Alliés s'emploient aussi à procéder à la dénazification (politique des Alliés consistant à supprimer toute trace du régime nazi et à rétablir la démocratie) de l'Allemagne, mais il s'agit d'une entreprise difficile. De nombreux dirigeants nazis ont en effet pu fuir le pays. D'autres ne sont pas inquiétés et certains continuent même à exercer des fonctions politiques

- Au procès de Tokyo (mai 1946-novembre 1948), 28 ministres ou militaires japonais, dont le général Tojo, sont jugés, mais pas l'empereur, que les Américains souhaitent maintenir pour éviter les troubles politiques. Le procès n'a donc pas l'impact attendu, malgré sa durée (1946-1948). Le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient est composé de 11 nations alliées. Aucun accusé n'est acquitté ; sept sont condamnés à mort ; dix-huit sont condamnés à la prison ; deux sont pendant le procès et un est interné.

III. Les premières tensions de la Guerre froide : 1945-1949

A. Une alliance entre États ne survivant pas à la fin de la guerre

Doc. vidéoprojeté : « Téhéran, la rencontre des dirigeants »

Doc. vidéoprojeté : « Une conférence décisive pour l'après-guerre »

Doc. vidéoprojeté : « La conférence de Potsdam »

Doc. vidéoprojeté : « L'établissement des démocraties populaires »

• Après l'attaque contre l'URSS (juin 1941) et contre les États-Unis (décembre 1941), Staline et Roosevelt se rapprochent de Churchill et les rencontrent se multiplient. Lors de la **conférence de Téhéran** (novembre-décembre 1943), **Staline**, **Roosevelt** et **Churchill** élaborent un « nouvel ordre international ». Roosevelt convainc Staline d'adhérer au principe des Nations unies, à condition que ce-dernier obtienne un droit de veto au Conseil de Sécurité. Ils se rencontrent une nouvelle fois lors de la **conférence de Yalta** (février 1945). Ils s'entendent sur une stratégie militaire commune pour vaincre l'Allemagne, sur l'organisation d'élections libres en Europe, sur la division de l'Allemagne en zones d'occupation, sur le tracé des nouvelles frontières et sur l'organisation d'une conférence pour fonder l'ONU. Lors de la **conférence de Potsdam** (juillet-août 1945), **Staline**, **Truman** et **Attlee** évoquent le sort de l'Allemagne (elle sera divisée en quatre zones d'occupation ; elle sera démilitarisée, dénazifiée et démocratisée ; les criminels de guerre nazis seront jugés) et du Japon (il reçoit un ultimatum pour capituler sans conditions).

• Mais la **Grande Alliance** (nom donné à l'ensemble des pays qui se battent contre l'Axe) se fracture. La conférence de Yalta est source d'ambiguïtés : si le principe d'organisation d'élections libres en Europe est adopté, Staline impose que la conférence ne fixe ni calendrier ni conditions précises. Dans les pays libérés par l'URSS, l'Armée rouge demeure et les partis communistes participent à des gouvernements d'union nationale. Disposant des ministères clés (Intérieur, Défense) et du soutien de de Staline, ils s'emparent du pouvoir et créent des **démocraties populaires** (expression utilisée par les communistes pour désigner les régimes communistes mis en place en Europe après 1945). L'Europe de l'Est tombe ainsi dans la sphère d'influence soviétique. En Tchécoslovaquie, le parti communiste utilise la force : c'est le « **coup de Prague** » (février 1948). Lors de la conférence de Postdam, les relations entre les Alliés se tendent. Staline reproche aux Alliés d'avoir supprimé leur aide financière à l'URSS, tandis que Truman, qui dispose de la bombe atomique, l'annonce à Staline pour faire pression.

Point de passage et d'ouverture 2 : 25 février 1948 : le coup de Prague

Doc. 3 page 140 : « Le coup de Prague vu par la presse non-communiste »

Doc. 5 page 141 : « Le coup de Prague vu par la presse communiste »

Consigne : En analysant et en confrontant les documents, vous raconterez le « coup de Prague » et montrerez comment il est perçu dans les deux camps de la Guerre froide.

• Le « coup de Prague » permet l'accession des communistes au pouvoir en Tchécoslovaquie. Le Parti communiste tchécoslovaque mobilise en masse ses partisans dans des manifestations et une grève générale le 24 février 1948 afin de faire pression sur le président de la République, **Edvard Benes**, contre les ministres libéraux qui demandaient de nouvelles élections. Le président Benes, malade et redoutant une guerre civile, cède : le 25 février 1948, il demande à **Klement Gottwald** de former un gouvernement exclusivement communiste.

• Pour *Le Monde*, journal français de centre-gauche, les événements de Prague justifient le terme de « coup » (Benes « capitule devant les injonctions » de Gottwald), longuement préparé « méticuleuse préparation » ; il souligne l'importance que cet événement représente pour toute l'Europe (« le rideau de fer tombe sur le dernier acte »), dans un pays qui est « la vaste usine du monde slave » et qui cesse d'être le pont entre l'Est et l'Ouest. Pour *L'Humanité*, journal du Parti communiste français, le point de vue est opposé et souligne la popularité du nouveau gouvernement (« foule en liesse », « acclame »), en quelque sorte légalisé par la rue ; il évoque une « unité d'action » pour évoquer l'homogénéité du nouveau gouvernement.

B. La Guerre froide débute en Europe par de nombreuses crises

Doc. vidéoprojeté : « Un exception dans le rideau de fer »

Doc. vidéoprojeté : « La doctrine Truman (mars 1947) »

Doc. vidéoprojeté : « La doctrine Jdanov (septembre 1947) »

- **Churchill**, qui n'est plus au Premier ministre après sa défaite aux élections de 1945, prononce en **mars 1946** le **discours de Fulton** (États-Unis), dans lequel il dénonce l'instauration d'un « Rideau de fer » séparant l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Pour lui, cette coupure menace la paix sur le continent. Le président états-unien Truman et ses conseillers sont désormais persuadés que la politique soviétique est marquée par une volonté d'expansion et non de sécurité. La **Guerre froide** (expression désignant l'opposition idéologique entre les États-Unis et l'URSS ainsi que les conflits indirects pendant toute la deuxième moitié du XX^{ème} siècle) qui s'amorce est donc à la fois un conflit idéologique entre deux pays qui incarnent deux modèles politiques et économiques opposés, et un conflit géopolitique entre des puissances qui cherchent à étendre leur influence sans entrer directement en guerre l'une contre l'autre.
- Aux États-Unis, l'idée d'une Europe menacée par le communisme effraie. En mars 1947, Truman annonce son engagement dans la défense du « monde libre » contre la « tyrannie ». La **doctrine Truman**, ou doctrine du **containment**, (politique visant à endiguer l'expansion du communisme en Europe) est complétée par l'annonce d'une aide économique massive à l'Europe dévastée où la misère pourrait, selon lui, profiter aux communistes. Le **plan Marshall** de 13 milliards de dollars est adressé à tous les pays d'Europe pour se reconstruire, mais sous la pression de Moscou, les pays situés dans la sphère soviétique le refusent.
- En **septembre 1947**, **Jdanov**, un des dirigeants soviétiques, déclare dans un discours que le monde se divise désormais en deux camps, l'un « impérialiste » et agressif derrière les États-Unis, l'autre « anti-impérialiste » et formé de « démocraties nouvelles » derrière l'URSS. Il fonde le **Kominform** (organe de coordination politique de tous les partis communistes de la planète) qui regroupe sous la direction de Moscou les partis communistes d'Europe. Selon lui, l'URSS défend le « camp de la paix » face aux « forces impérialistes » menées par les États-Unis.

Doc. vidéoprojeté : « Berlin au cœur de la Guerre froide »

Doc. vidéoprojeté : « Le blocus de Berlin, première crise de la Guerre froide »

Doc. vidéoprojeté : « L'Europe à l'heure de la Guerre froide »

- L'Allemagne et Berlin, divisées en quatre zones d'occupation alliée, sont des points de tensions. Après la fusion des trois zones occidentales, les Occidentaux créent une nouvelle monnaie, le *Deutsche Mark*, aussi valable à Berlin-Ouest. Staline réplique par le **blocus de Berlin-Ouest (juin 1948-mai 1949)**. Les États-Unis ravitaillent Berlin-Ouest par un pont aérien. Staline finit par lever le blocus. En 1949, l'Allemagne éclate en deux États. À l'Ouest, la **République fédérale d'Allemagne**, une démocratie libérale alliée aux États-Unis, est fondée en **mai 1949**. À l'Est, la **République démocratique allemande**, une démocratie population alignée sur l'URSS, est proclamée en **octobre 1949**, au même moment que la Chine communiste de Mao.
- Le monde se divise alors en deux blocs. Le bloc états-unien s'organise autour **l'Organisation européenne de coopération économique (avril 1948)** qui réunit les 16 pays bénéficiaires du plan Marshall et de **l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (avril 1949)**, une alliance militaire défensive formée entre les États-Unis, le Canada et les pays d'Europe occidentale. Le bloc soviétique s'organise, quant à lui, autour du **Kominform (octobre 1947)** et d'un **Conseil d'assistance économique mutuel** (janvier 1949), qui renforce la domination de l'URSS sur les pays d'Europe de l'Est. Un programme nucléaire soviétique est lancé en 1946 : il aboutit en août 1949 avec l'explosion de la première bombe atomique soviétique. Les deux superpuissances ont désormais l'arme atomique. Cet « **équilibre de la terreur** » (possibilité d'une destruction mutuelle assurée afin de dissuader l'adverse d'utiliser l'arme nucléaire), ce qui explique l'absence de conflit direct. Le rêve d'une sécurité collective sous l'égide de l'ONU s'effondre.

C. Au Proche Orient, de vives tensions qui mènent à la guerre

Doc. vidéoprojeté : « Déclaration du comité de la Ligue arabe »

Doc. vidéoprojeté : « La population de la Palestine (1872-1948) »

Doc. vidéoprojeté : « Le plan de partage de l'ONU de novembre 1947 »

• Au Proche Orient, la présence coloniale européenne est contestée par un regain de **nationalisme** (principe politique tendant à légitimer l'existence d'un État-nation pour chaque peuple) qui se traduit par la **fondation de la Ligue arabe** en **mars 1945** et par l'indépendance des **mandats** (territoires confiés par la SDN au Royaume-Uni et à la France en 1919) français et britanniques au Liban (1943), en Syrie (1946) et en Jordanie (1946). En Palestine, les tensions sont très fortes entre les Britanniques, devenus hostiles à l'immigration juive, les organisations relevant du **sionisme** (idéologie apparue à la fin du XIX^{ème} siècle militant pour la création d'un État juif en Palestine) qui encouragent l'accueil des survivants du génocide dans l'espoir d'y fonder un État juif, et les populations arabes, qui refusent l'immigration juive. Les Britanniques sont rapidement dépassés par les heurts entre populations juives et arabes. Dans l'impasse, le Royaume-Uni s'en remet à l'ONU qui établit un **plan de partage de la Palestine** en **novembre 1947**. L'Assemblée générale de l'ONU vote le partage et la création de deux États : un État juif et un État arabe ; la ville de Jérusalem étant internationalisée. Ce plan de partage obtient le soutien des États-Unis et de l'URSS mais les Arabes rejettent cette partition.

Point de passage et d'ouverture 3 : 1948 : Naissance de l'État d'Israël

Doc. 1 page 134 : « Partage de la Palestine et création d'Israël (1947-1949) »

Doc. 2 page 134 : « La proclamation de l'État d'Israël »

Consigne : En analysant et en confrontant les documents, vous expliquerez les motivations de la création d'Israël, puis les circonstances de sa naissance et les conséquences de celle-ci.

• Le **14 mai 1948**, **David Ben Gourion** proclame l'**indépendance de l'État d'Israël** : il en devient le Premier ministre. La proclamation d'indépendance est justifiée par des motifs religieux : Ben Gourion rappelle qu'Israël est « le lieu où naquit le peuple juif ». Il invoque aussi des motifs historiques : l'immigration juive (« ils s'y rendirent en masse ») à la suite des pogroms et de la *Shoah*, croît. Israël doit constituer refuge pour les survivants. Enfin, il mobilise des motifs politiques : la naissance de l'État d'Israël « confère au peuple juif l'égalité des droits au sein des nations ». Ben Gourion annonce qu'Israël (dont une partie de la population est arabe) est démocratique, respectant les libertés et la « complète égalité de droits sociaux et politiques ».

• Cette proclamation est à l'origine du déclenchement de la **première guerre israélo-arabe** (mai 1948-juillet 1949). Refusant l'existence d'Israël, la Syrie, l'Égypte et la Transjordanie déclarent la guerre au nouvel État juif le 15 mai 1948. L'armée israélienne met en déroute ses adversaires. L'État arabe palestinien ne voit ainsi jamais le jour, partagé entre Israël, la Jordanie et l'Égypte. Une série d'armistices sont conclus en juillet 1949, mais aucun accord de paix : les tensions restent extrêmement vives entre Israël et les États arabes voisins. Les violences de la guerre et les expulsions provoquent l'exil d'environ 800 000 Palestiniens d'Israël sur 1 million, réfugiés dans les États voisins et interdits de retour : c'est la **Nakba** (« catastrophe » en arabe).

Conclusion

- Le bilan matériel, humain et moral de la Seconde Guerre mondiale est terrible. Après la guerre, le monde aspire à un nouvel ordre mondial, autour d'une paix mondiale et durable. Pourtant, très vite après 1945, de nouvelles tensions apparaissent entre les États-Unis et l'URSS : c'est le début de la Guerre froide, marqué par une opposition idéologique et la menace nucléaire.
- **La fin de la Seconde Guerre mondiale ne se traduit pas par l'établissement d'une paix durable et mondiale car des tensions apparaissent entre les États-Unis et l'URSS : leur alliance pendant la guerre contre un ennemi commun – l'Allemagne nazie – n'a pas résisté à leur opposition idéologique et à leur volonté respective de s'affirmer comme la première superpuissance mondiale.**
- Mais la peur de l'arme nucléaire, dont dispose chacune des deux puissances, évite que des conflits directs opposant l'armée états-unienne et l'armée soviétique n'éclate.